

Questions orales

[Français]

L'AIDE EXTÉRIEURE

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU TIERS-MONDE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre.

A la lumière de la déclaration faite hier soir à Londres par le premier ministre à l'effet qu'il a l'intention de parler au nom du Tiers-Monde à Bonn cette semaine, est-ce que le vice-premier ministre pourrait nous dire si le gouvernement a l'intention de réviser les coupures draconiennes qu'il a faites au programme de l'ACDI l'automne dernier de façon que les observateurs mondiaux puissent reconnaître que le premier ministre du Canada ne fait pas le contraire de ce qu'il prêche, et est-ce que le vice-premier ministre pourrait informer cette Chambre si le premier ministre du Canada a l'intention de demander au Président Reagan de changer sa politique monétaire de telle façon que les taux d'intérêt qui étranglent le Tiers-Monde puissent diminuer afin qu'ils puissent satisfaire à leurs obligations très graves?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est bien connu, même par le député de Saint-Maurice, que les vraies réductions dans le budget de l'ACDI étaient imposées au Canada par le gouvernement libéral l'été dernier.

En ce qui concerne l'obligation canadienne notée par le premier ministre, c'est une obligation acceptée par notre gouvernement. Le premier ministre a l'intention de continuer à jouer un rôle important pour assurer que les intérêts du Tiers-Monde soient représentés au sommet de Bonn.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN ANGLETERRE

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, la réponse du ministre m'étonne beaucoup. De son propre aveu, nous n'atteindrons pas l'objectif fixé à 0.7 p. 100 de notre PNB et que notre gouvernement avait prévu d'atteindre.

Je voudrais poser une question supplémentaire au vice-premier ministre. Étant donné ce qui se passe à Londres ces jours-ci, alors que le style l'emporte à nouveau sur le fond et que le gouvernement s'empresse d'oublier ses promesses, le vice-premier ministre ferait-il savoir au premier ministre que les Canadiens n'aiment pas qu'il fasse fi de nos institutions, ainsi qu'il l'a fait à Québec lorsqu'il a ignoré le gouverneur général pour se donner des airs de président, et comme il le fait actuellement en Angleterre, en essayant d'utiliser la monarchie pour se faire bien voir? N'est-il pas temps que le premier ministre du Canada délaisse le spectacle et se mette au travail?

Des voix: Bravo!

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'ignore quels reportages le député a vus de la visite du premier ministre du Canada en Angleterre, mais tout ce que j'ai vu me semble très positif, à moi et à la plupart des Canadiens sensés.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Les propos qui nous parviennent du milieu des affaires londonien sont encourageants, car ils dénotent un changement de cap de la part des Britanniques. Cette nouvelle orientation me paraît positive. Réjouissons-nous, du moins, que notre premier ministre ne se soit pas amusé à glisser sur les rampes à Buckingham Palace ni à faire des pirouettes.

Des voix: Bravo!

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES CONTRATS CONCERNANT DES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE PAR SATELLITES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre. On vient d'annoncer que son ministère a signé deux contrats pour mettre en place des systèmes de surveillance par satellites. Or, un représentant de son ministère a déclaré que ces contrats n'avaient rien à voir avec la modernisation du réseau de première alerte. Si c'est le cas, à quoi servent ces deux contrats?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le comité permanent vient d'avoir une réunion au cours de laquelle le critique en matière de défense s'est carrément distancié de questions légitimes comme celle que le chef du Nouveau parti démocratique vient de poser. Je tiens à réaffirmer que les deux contrats en question, qui ont été signés non pas par le ministère de la Défense nationale, mais bien par le ministère des Approvisionnements et des Services, n'ont rien à voir avec le Système d'alerte du Nord. Ils relèvent de la compétence du chef de la recherche et du développement du ministère et des deux entreprises en question. La Spar Aerospace et, si je ne m'abuse, la Canadian Astronautics Limited, doivent, en vertu de ces contrats, examiner dans le détail toute la question d'un système de surveillance par satellites. Il s'agit tout simplement de contrats qui permettront d'examiner tous les aspects que comporte un système de surveillance par satellites.

ON DEMANDE UN MORATOIRE SUR L'OCTROI DE CONTRATS RELATIFS À L'ESPACE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre nous dit-il que le gouvernement a engagé quelqu'un pour élaborer sa politique? Avant que d'autres contrats ne soient adjugés pour ce système de surveillance par satellites ou qu'on militarise davantage l'espace, le ministre pourrait-il s'engager à ce qui suit: Qu'aucun autre contrat ne soit octroyé tant que le gouvernement n'a pas pris une décision—qui doit être négative, selon nous—au sujet de la guerre des étoiles ou tant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'aura pas présenté son Livre vert sur la politique étrangère qu'on nous promet depuis des mois? Bref, le gouvernement cessera-t-il de nous amener peu à peu à jouer un rôle dans l'espace, et plus particulièrement à participer à la militarisation de l'espace à laquelle les Canadiens en particulier, et de nombreux autres pays, s'opposent?